

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS FOIX – VARILHES
Compte rendu succinct
DELIBERATIONS ADOPTÉES PAR LE BUREAU
Séance du 6 octobre 2021

Nombre de délégués titulaires : 22
Présents : 18
Représentés : 3
Votants : 21

DELIBERATIONS ADOPTÉES

1. Politiques contractuelles / Approbation de la maquette prévisionnelle 2021-2 du contrat d'agglomération 2018-2021

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes en date du 24 mars 2021 approuvant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire* ;

Vu la délibération du 30 juin 2017 de l'assemblée plénière de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée approuvant les principes des nouvelles politiques contractuelles territoriales pour la période 2018-2021 ;

Vu la délibération du 15 janvier 2018 du PETR de l'Ariège approuvant son engagement dans les politiques contractuelles régionales 2018-2021 ;

Vu la délibération du 11 juillet 2018 du conseil communautaire de l'agglo Foix-Varilhes approuvant le contrat régional des territoires ruraux et de montagne du PETR de l'Ariège et de l'agglo Foix-Varilhes 2018-2021 ;

Considérant le plan de relance – DSIL exceptionnelle initié par l'Etat et décliné au niveau régional ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la liste des projets présentés pour la programmation 2021-2 à partir de la maquette prévisionnelle ci-annexée.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à la concrétisation de la présente délibération.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires aux opérations portées par l'agglo Foix-Varilhes sont inscrits au budget principal de l'exercice 2021.

Adopté à l'unanimité –

2. Politiques contractuelles / Approbation du coût et du plan de financement prévisionnels 2021 du poste de direction de projet Action Cœur de Ville (ACV) de Foix 2018-2025

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant le lancement du programme national Action Cœur de Ville le 27 mars 2018 et l'éligibilité de la ville de Foix ;

Considérant l'accord conjoint de la ville de Foix et de l'agglo Foix-Varilhes, signifié à la préfète par courrier daté du 24 mai 2018, pour intégrer le programme ;

Considérant la délibération du conseil communautaire du 19 septembre 2018 approuvant la convention-cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville de Foix 2018-2025 et missionnant une contractuelle à temps plein à partir du 1^{er} septembre 2018 pour assurer la direction de projet ;

Il est rappelé que cette convention a été signée le 28 septembre 2018 en présence de tous les partenaires. Le 18 décembre 2020, à l'issue de la phase d'initialisation, le premier avenant à la

convention ACV valant convention d'opération de revitalisation de territoire (ORT) a été signé. Dans les prochaines semaines, sera signé le second avenant valant convention d'ORT/Opah-RU. Afin d'assurer l'animation et le suivi du dispositif, l'agglo Foix-Varilhes, en accord avec la commune de Foix, a missionné, à compter du 1^{er} septembre 2018, une cheffe de projet dont le statut de contractuelle permet de solliciter des subventions auprès de l'ANAH/ANCT à hauteur de 50% du coût salarial. Le montant estimé de la mission pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 est de 50.651,48 €.

A ce titre, il est proposé de solliciter une aide de 25.325,74 € auprès de l'ANAH/ANCT au titre de la direction de projet Action Cœur de Ville de Foix pour l'année 2021.

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER le coût de la mission de 50.651,48 € pour l'année 2021 et le plan de financement prévisionnel sollicitant l'ANAH/ANCT à hauteur de 50% du coût.

Article 2 : D'AUTORISER président à solliciter l'aide de l'ANAH/ANCT, à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à la concrétisation de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité –

3. Développement et cohésion territoriale / Approbation de la demande de financement relative au fonctionnement France services à Varilhes

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 42 « Faciliter l'accès aux services pour tous les habitants » - action 96 « Mettre en place une France services » ;

Considérant l'installation du comité de pilotage France Services de l'agglo le 7 avril 2021 ainsi que la réalisation des différents audits de labellisation ;

Considérant la labellisation de la France services le 15 juillet 2021 et son inauguration le 14 septembre 2021 ;

Considérant le plan de déploiement national du programme France services ;

Le financement du fonctionnement des France services au niveau national est assuré par le versement d'une aide forfaitaire annuelle de 30.000 € issue du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) et du fonds inter-opérateurs (FIO). Concernant la France services à Varilhes, pour l'année 2021, ce montant sera attribué au prorata des jours d'ouverture.

Il est proposé :

Article 1 : **D'AUTORISER** le président à solliciter l'aide annuelle de l'État et des opérateurs sur le fonctionnement de la France services à Varilhes pour l'année 2021.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité –

4. Solidarité / Demande d'adhésion à l'association MONALISA et à la charte des valeurs et principes de MONALISA

Rapporteur : Annie BOUBY

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 2 objectif 36 « piloter et déployer le dispositif MONALISA sur l'ensemble du territoire » ;

Considérant que le dispositif MONALISA (MOBilisation NAtionale contre l'ISolement des Agés) permet de lutter contre l'isolement social et affectif des personnes âgées par la visite à leur domicile d'un bénévole formé qui propose un temps de discussion, de lecture, de jeux ou de sorties ;

Considérant que le déploiement de ce dispositif implique l'adhésion aux valeurs et finalités de la mobilisation nationale MONALISA, ainsi citées dans la charte :

- Déployer le bénévolat, favoriser l'initiative et faire de la lutte contre l'isolement un axe majeur d'implication citoyenne,
- Mettre en cohérence et en convergence les actions menées sur le terrain par les différentes parties prenantes, afin de permettre l'échange de bonnes pratiques et d'assurer un meilleur maillage territorial,
- Contribuer à la visibilité et à la promotion des actions par la démarche d'adhésion et de reconnaissance MONALISA.

Considérant le travail préparatoire effectué par le service aux personnes âgées, recensement des bénévoles et des personnes isolées, mise en place d'actions de formation pour les bénévoles, organisation des équipes pour assurer l'accompagnement et la mise en œuvre du dispositif sur l'ensemble du territoire ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'ADHÉRER** à l'association MONALISA et à la charte des valeurs et principes de MONALISA.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que l'adhésion à la charte n'implique pas de cotisation financière.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité –

5. Habitat / Attribution de subventions sur les projets de propriétaires occupants réalisés dans le cadre du Programme d'intérêt général Foix-Varilhes 2017-2021, en complément de l'ANAH – octobre 2021

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération de l'agglo Foix-Varilhes en date du 25 janvier 2017 adoptant la convention du programme d'intérêt général de Foix - Varilhes pour une période de 4 ans à compter du 2 mars 2017 ;

Vu la délibération du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de l'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du 10 février 2021 relative à l'avenant de prolongation du PIG jusqu'au 30 juin 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026*, un projet pour notre territoire, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « Favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « Proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Considérant la présentation des projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre du PIG « Pays Foix-Varilhes », en complément de l'ANAH, sur la période du mois d'octobre 2021 ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'ATTRIBUER** les subventions telles que présentées dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à notifier les subventions récapitulées dans le document joint.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité –

6. Habitat / Attribution de subventions sur le projet d'un propriétaire bailleur réalisé dans le cadre du Programme d'intérêt général Foix-Varilhes 2017-2021, en complément de l'ANAH – octobre 2021

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération de l'agglo Foix-Varilhes du 25 janvier 2017 adoptant la convention du programme d'intérêt général de Foix - Varilhes pour une période de 4 ans à compter du 2 mars 2017 ;

Vu la délibération du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de l'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération n°2021/016 du 10 février 2021 relative à l'avenant de prolongation du PIG jusqu'au 30 juin 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « Favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « Proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Considérant la présentation des projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre du PIG « Pays Foix-Varilhes », en complément de l'ANAH, sur la période du mois d'octobre 2021 ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'ATTRIBUER** les subventions telles que présentées dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à notifier la subvention récapitulée dans le document joint.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité –

7. Petite enfance-enfance-jeunesse / Politiques éducatives locales, coordination et animation : demande de subvention au Conseil départemental de l'Ariège

Rapporteur : Michel CAUX

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/001 du 8 janvier 2020 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant :

- la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de la petite enfance et de l'enfance, notamment : « *L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après -midi* » ;
- la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de la jeunesse à destination des jeunes âgés de 12 à 25 ans,

Considérant le développement par l'agglo Foix-Varilhes de projets d'accueil et d'activités en faveur des publics enfance-jeunesse en cohérence avec le schéma départemental des politiques éducatives concertées ;

Considérant l'engagement de l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire, en faveur des actions mises en place dans le cadre du PEDT intercommunal, à l'échelle de l'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant le soutien du Conseil départemental de l'Ariège, tant d'un point de vue technique que financier, et dans une logique d'appui au territoire par le biais d'une politique départementale en faveur des publics enfance-jeunesse, le développement de la qualité des accueils éducatifs ;

Il est proposé de signer une convention avec le Conseil départemental précisant les engagements réciproques pour la mise en œuvre de la politique départementale en faveur des publics enfance-jeunesse sur le territoire de l'agglo Foix-Varilhes, pour l'année scolaire 2020-2021.

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'APPROUVER** la convention entre le Conseil départemental de l'Ariège et l'agglo Foix-Varilhes, précisant les engagements réciproques pour relative à la mise en œuvre de la politique départementale en faveur des publics enfance-jeunesse sur le territoire de l'agglo Foix-Varilhes.
- Article 2 :** **DE PRÉCISER** que cette convention porte sur l'année scolaire 2020-2021.
- Article 3 :** **DE PRÉCISER** que le montant socle de la subvention alloué par le Conseil départemental est de 51.480 €, une aide supplémentaire de 12.870 € maximum pourra accordée en fonction de l'activité réelle en période de crise Covid 19. Ces sommes seront à ventiler auprès des structures gestionnaires de services enfance et jeunesse de l'agglo Foix-Varilhes selon la répartition notée dans la convention.
- Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à signer ladite convention ainsi que tout document utile à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité –

8. Environnement / Demande de subvention auprès de l'ADEME dans le cadre d'un service de conseil en énergie partagé

Rapporteur : Florence ROUCH

Vu la délibération du conseil communautaire du 4 mars 2020 approuvant le plan climat air énergie territorial de la vallée de l'Ariège 2020-2025 ainsi que son plan d'actions décliné autour de cinq axes dont l'axe trois : promouvoir la sobriété énergétique et des usages des bâtiments ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment au titre de l'axe 03 « transition énergétique et environnementale », l'objectif 35 « porter l'exemplarité de l'agglo dans le domaine de la construction et de la rénovation » notamment au travers du recrutement d'un conseiller en énergie partagé mutualisé ;

Considérant que l'objectif du service conseil en économie partagé est de permettre à l'agglo et aux communes du territoire de disposer d'un conseil personnalisé pour les aider à faire des choix pertinents en matière d'énergie sur leur patrimoine (bâtiments, éclairage des voiries, véhicules de service), et de les accompagner dans toutes les démarches touchant à la gestion des consommations d'énergies de celui-ci ;

Considérant que l'Agence de la transition écologique (ADEME) a lancé un appel à candidature auprès de territoires volontaires pour mettre en place un service de conseil en énergie partagé ;

Considérant que l'ADEME, dans le cadre de cet appel à candidatures, subventionne les dépenses de personnel avec une aide forfaitaire maximum de 24.000€ par an sur 3 ans par équivalent temps plein travaillé (ETPT) et les dépenses d'acquisition de matériels, équipements, logiciels ou documentation, de frais de communication, d'organisation d'évènements, ou de formation, à hauteur de 100% dans la limite de 10.000€ pour les 3 ans ;

Considérant la date limite de dépôt des candidatures-session1 de l'appel à projet régional conseil en énergie partagé fixée au 25 octobre 2021 ;

Il est proposé :

- Article 1 :** **DE CONFIRMER** la volonté de la mise en place d'un service de conseil en énergie partagé (CEP).
- Article 2 :** **D'AUTORISER** le dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès de l'ADEME sollicitant un soutien financier sur trois ans à la mise en place d'un service de conseil en énergie partagé, pour un montant total de 82 000 €.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité –

Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 21H10